

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1861-1862.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 44.

I. — Prompts rapports

POUR LA SÉANCE DU VENDREDI 4 AVRIL 1862.

M. CROMBEZ, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	14970.
----	--------

Par pétition datée de Tournai, le 5 mars 1862,

Le sieur Lampe demande que les briques puissent être expédiées en France sans certificat d'origine. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères, avec demande d'explications.

M. VANDER DONCKT, 2^e rapporteur.

2.	15055.
----	--------

Par pétition datée de Montaigu, le 26 mars 1862,

Les membres de l'administration communale et des habitants de Montaigu demandent que le chemin de fer projeté de Diest à Aerschot passe par Montaigu ou du moins près de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

3.	15027.
----	--------

Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} février 1862,

15043.

Des secrétaires communaux demandent une loi fixant le *minimum* des traitements de ces fonctionnaires.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Même demande des secrétaires communaux de l'arrondissement de Saint-Nicolas. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

4. 15039. Par pétition datée de Peer, le 19 mars 1862,

Des habitants des cantons d'Achel et de Peer prient la Chambre d'autoriser le Gouvernement à accorder à la Compagnie Debruyne-Houtain, la concession des chemins de fer de Tongres à Liège et de Hasselt à Eyndhoven, moyennant la garantie d'un *minimum* d'intérêt de 4 p. % et sous la condition que les deux sections seront exécutées simultanément, et que pour la ligne de Hasselt à Eyndhoven on suivra le tracé par Zonhoven, Houthalen, Helchteren, etc.

Même demande des membres du conseil communal et d'habitants d'Achel et de Zonhoven. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

5. 15048. Par pétition datée de Hechtel, le 24 mars 1862,

15057. Les membres du conseil communal et des habitants de
15066. Hechtel déclarent adhérer à la pétition relative à la construction d'un chemin de fer de Liège à Eindhoven par Hasselt, Zonhoven, etc.

Même adhésion des membres du conseil communal et d'habitants de Peer, Helchteren, Overpelt, Exel, Caulille. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

6. 15065. Par pétition sans date,

Les membres de l'administration communale et des habitants de Moll prient la Chambre de décréter les chemins de fer projetés de Liège par Hasselt à Eyndhoven et de Herenthals à Maeseyck, et de décider qu'ils traverseront Gheel, Moll, etc. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

II. — Rapports ordinaires.

M. CROMBEZ, *Rapporteur.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|-----|--------|--|
| 7. | 14961. | Par pétition datée de Mons,
Le sieur Uytterhaegen, ancien militaire congédié par réforme, se plaint de n'avoir point obtenu de réponse à la demande qu'il a adressée au Ministre de la Guerre pour obtenir un emploi. — Concl. — Ordre du jour. |
| 8. | 14993. | Par pétition datée de Chièvres, le 29 janvier 1862.
Le sieur Moreau, ancien soldat congédié pour infirmité contractée au service, demande une augmentation de pension ou un secours annuel. — Concl. — Ordre du jour. |
| 9. | 14936. | Par pétition datée de Lompret, le 24 février 1862.
Les sieurs Hardy et Dujoux, anciens gendarmes, demandent que leur pension soit portée au taux déterminé par la loi du 4 juillet 1860. — Concl. — Ordre du jour. |
| 10. | 14927. | Par pétition datée de Mouscron, le 15 février 1862.
L'administration communale de Mouscron demande que cette commune soit le chef-lieu d'un canton de justice de paix.

Le conseil communal d'Herseaux déclare adhérer à cette demande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |
| 11. | 14928. | Par pétition datée de Luigne, le 8 février 1862.
Les membres de l'administration communale de Luigne demandent à faire partie du canton de justice de paix dont le chef-lieu serait établi à Mouscron. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |
| 12. | 14960. | Par pétition datée d'Opwyck, le 3 mars 1862,
Le sieur Thoen, milicien de la classe de 1862, réclame l'intervention de la Chambre pour être exempté du service. — Concl. — Ordre du jour. |
| 15. | 14929. | Par pétition datée de Watervliet, le 17 février 1862,
Le sieur Lequime, brigadier des douanes, demande la décoration de l'Ordre de Léopold en récompense de la conduite qu'il a tenue pendant les événements de 1831 et 1832. — Concl. — Ordre du jour. |

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
----------------------------	--

- | | | |
|-----|--------|---|
| 14. | 14984 | Par pétition datée de Liège, le 8 mars 1862,
Le sieur Donnay demande une récompense honorifique pour services rendus en 1850. — Concl. — Ordre du jour. |
| 15. | 14948. | Par pétition datée de Saint-Gilles, le 25 février 1862,
Le sieur Mulkens, blessé de septembre, demande une récompense. — Concl. — Ordre du jour. |
| 16. | 14966. | Par pétition sans date,
Des instituteurs demandent que les instituteurs ou normalistes soient assimilés aux séminaristes quant au service militaire. — Concl. — Ordre du jour. |
| 17. | 14953. | Par pétition datée de Ramet-Yvoz, le 23 février 1862,
Le sieur Gillet, milicien de la levée de 1860, demeurant à Ramet-Yvoz, demande qu'on l'autorise à faire valoir ses droits d'exemption du service militaire, devant le conseil de milice et la députation permanente du conseil provincial de Liège, ou qu'on lui accorde une feuille de route pour Namur, aller et retour, gratis par le chemin de fer. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 18. | 14985. | Par petition datée de Fontaine-l'Évêque, le 1 ^{er} mars 1862,
Le sieur Aniq, ancien militaire, réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite à sa requête qui a été transmise au Département de la Guerre. — Concl. — Ordre du jour. |
| 19. | 14954. | Par pétition datée de Bruxelles, le 26 février 1862,
Le sieur Noël demande que le Gouvernement présente le projet de loi sur la milice ou qu'il déclare si, dans son opinion, la conscription pourra être entièrement supprimée et le recrutement de l'armée remplacé par un moyen quelconque. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
-